

VA
**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 14 NOVEMBRE 2018**

DELEGUES :	
Envoyé en	préfecture le 27/11/2018 AU
Reçu en	préfecture le 27/11/2018
Affiché le	27/11/2018
ID : 007-250700267-20181114-2018CS110039-DE	
Nombre	
Quorum	
Présents	
Pouvoirs	
Votants	52
Abstentions	0
Suffrages exprimés	52
Majorité requise	27
Pour	52
Contre	0

OBJET : 1.5. FINANCES –DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2019

L'an deux mille dix-huit, le quatorze du mois de novembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / LANGLET Patrick (Les Assions) / FERRIER Dominique (Banne) / FAUGIER Christian (Chandolas) / MOUTERDE Hélène et SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / PASCAL Jean (Faugères) / ELADIE Farid (Grosperrières) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / ORIVES Éric et Mme DEBARD Annie (Lalevade d'Ardèche) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / IMBERT Guy (Rocher) / CAMPO Hervé (Rocles) / M. CHARRIÈRE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / PERRIER Bernard (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Éric (Vernon)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. DIVOL Max, Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. CIVIER Stéphane (Aubenas) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. FALLOT Joseph, AUDIGIER Christian, BACCONNIER Jean-Claude et MAUDUIT Jean-Yvon <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHASTAGNIER Geneviève (CDC Pays Beaume-Drobie) / MM. BACCONNIER Jean-Claude et MAUDUIT Jean-Yvon (CDC Gorges de l'Ardèche) / LACROTTE Robert (CDC Bassin d'Aubenas) / CIVIER Stéphane (CDC Bassin d'Aubenas) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERMIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie
---	--

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> M. BRUN Marc (Meyras) à M. PASCAL Jean (Faugères) M. DUGAS Laurent (Tauriers) à M. DURIEU Jean-Marie (SIAE St Etienne de F./St-Sernin) M. BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) à Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc)	
--	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> MM. MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias-Casteljau) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / M. PONTIER Jean-Yves et M. CLADT Bernard (Labégude) / M. AUDIBERT François (Ribes) / M. GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / SOUTEYRAND Marc (Ucel) / CUTTIER Jean-François (Prunet)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Le Pays des Vans en Cévennes) BALMELLE Robert (CDC Le Pays des Vans en Cévennes) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> M. MARRON Jacques
--	---

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aub.) / DURAND Jean-Roger et Mme AMET Maryse (Largentière) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / RISSE Michel (Malbosc) / VEYRENC Yves (Pont de Lab.) / M. PERBOST Serge et Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / ROURISSOL Denis (St Privat) / AVIAS Cyrille-Christophe et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-B.) / MANENT Pierre et GRASSET Guillaume (Vinezac) /	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. GINEVRA Stéphane (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard, et UGHETTO René <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. GIBERT Alain (CDC Pays Beaume-Drobie)
--	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M. FALGON Guy (Chazeaux) / Mmes HUOT Michèle et DUCHAMP Cécile (Labégude) / M. LARCO Sébastien (Ribes) / M. ESPERANDIEU Jean-Claude (St André de Cruziers) / FARGIER Gérard (Saint-Pierre-de-Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac) / M. BOYER Joël (UCEL)	
--	--

Le secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

Conformément à la réglementation, le débat d'orientation budgétaire (DOB) porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice 2019 et, éventuellement, les exercices suivants. Dans ce dernier cas, il s'inscrit dans la logique de plan pluriannuel d'investissement (PPI) qui s'appuie sur l'étude financière prospective pour la période 2015-2018, réactualisée cette année pour la période 2019-2024.

Le DOB permet également au président de faire connaître ses propositions budgétaires prioritaires et les modifications à apporter par rapport au(x) budget(s) antérieur(s). Ainsi les propositions ou modifications relatives aux autorisations de programmes et de crédits de paiements (AP/CP) peuvent être présentées lors de ce débat (voir le rapport sur les AP/CP présenté dans la même séance).

Les éléments d'information communiqués et les orientations présentées doivent susciter le débat pour dégager une validation totale ou partielle, des amendements et des propositions, voire des contre-propositions.

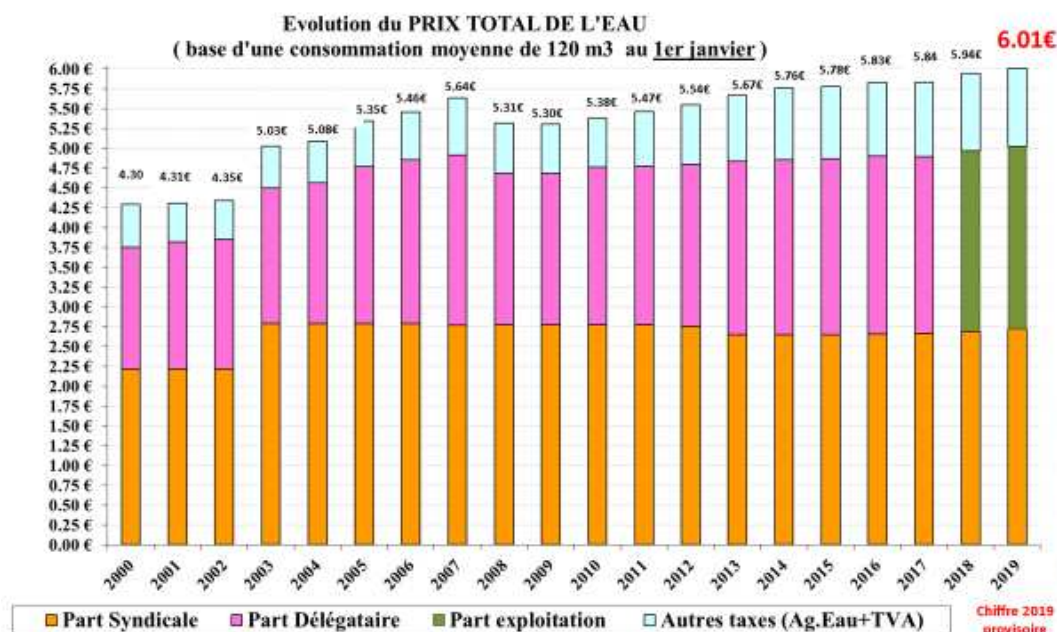
De nouveaux textes (décret n° 2016-841 et article 13-II de la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018), relatifs au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, ont en outre augmenté le nombre d'informations à présenter dans le corps du texte ou dans les tableaux annexes.

Des informations supplémentaires sous forme de graphes, camemberts et autres illustrations, sont projetées et explicitées en séance, de sorte que les éléments communiqués donnent la tonalité générale de l'économie du projet de futur budget primitif 2019.

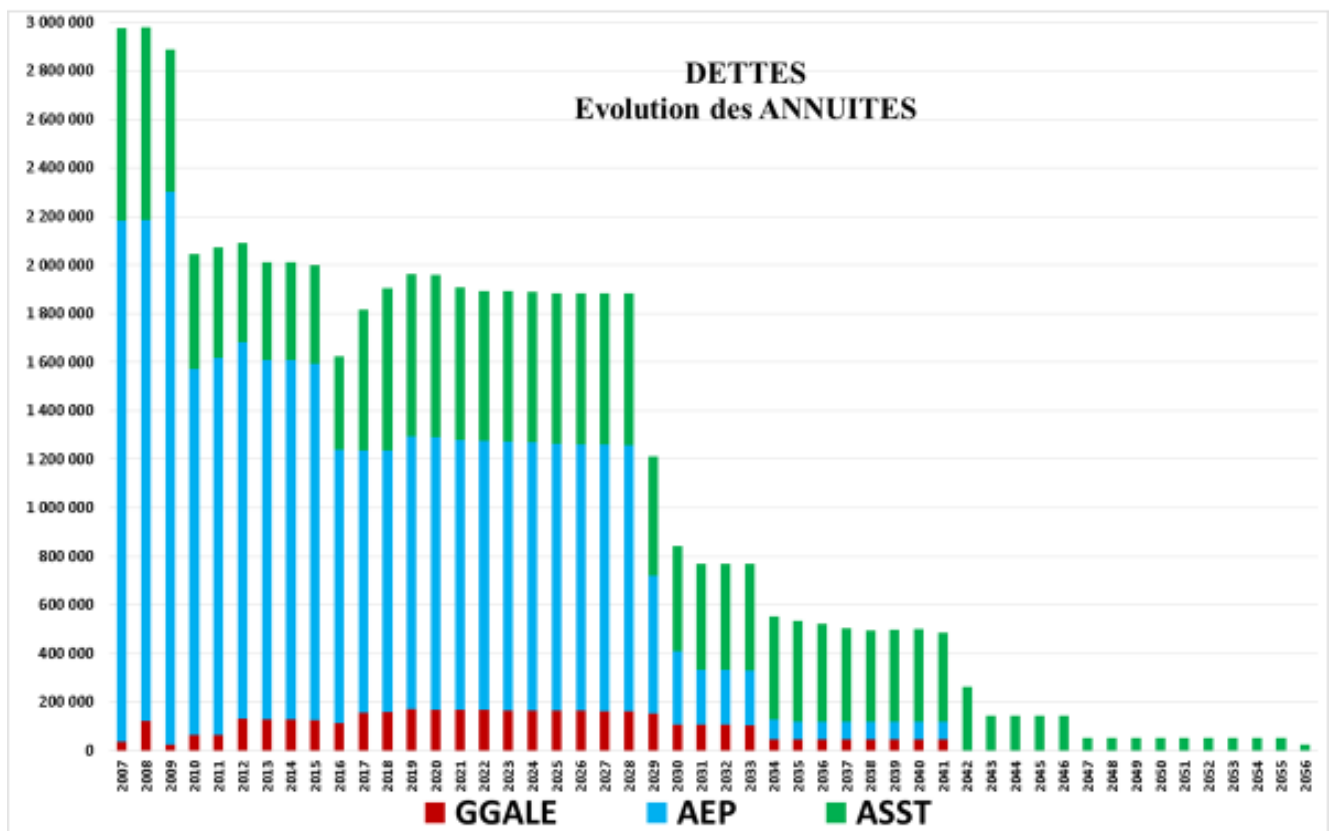
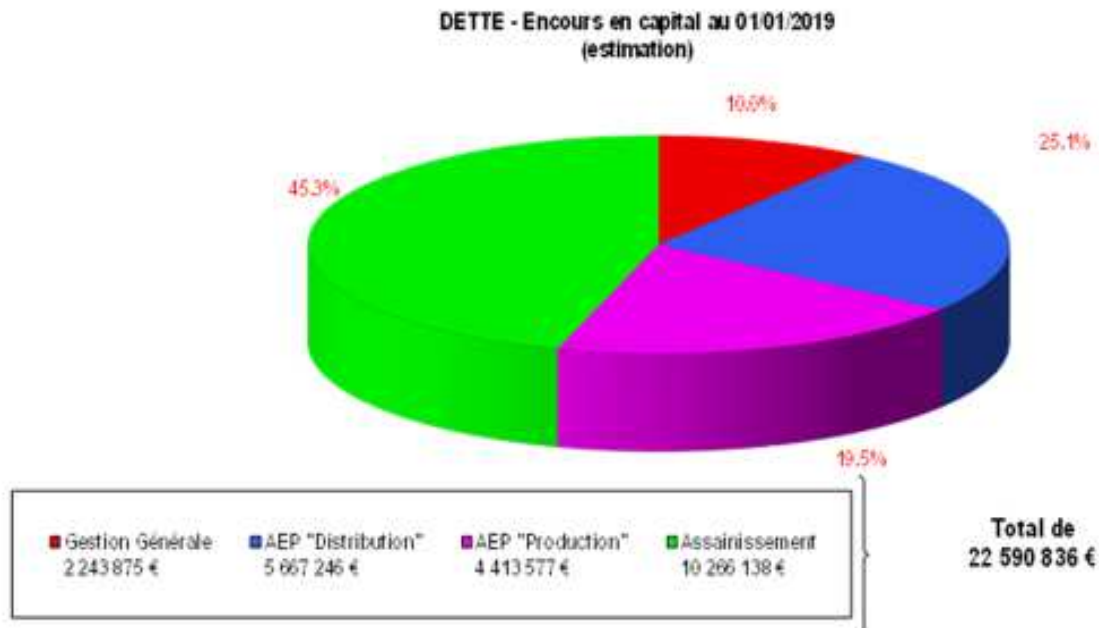
QUELQUES RAPPELS

En raison de difficultés passées, le SEBA a pris des décisions importantes générant des conséquences fortes et durables sur sa politique en général et sur ses budgets en particulier. Nous pouvons ainsi rappeler :

- le maintien de la part syndicale du tarif depuis 1995 pour l'AEP et depuis 2008 pour l'assainissement, avec même une légère baisse en 2013 dans le cadre des avenants aux contrats de délégation de service public. En d'autres termes, la part syndicale du tarif de l'eau et de l'assainissement a très peu augmenté pendant 20 ans. Dans le même temps, l'inflation s'est accrue de 34,6 % (janvier 1995 – décembre 2015), d'où la décision applicable à partir de 2015 d'indexer les tarifs de redevance sur l'inflation. Un effort conséquent a été ainsi épargné à l'usager, qui a dû supporter par ailleurs dans la même période, les effets de la clause d'actualisation des contrats DSP et une forte augmentation des taxes de l'Etat et redevances de l'Agence de l'Eau RMC. Au total, le prix de l'eau assainie sur la base de 120 m³ a cru très faiblement en 10 ans, du fait également de l'instauration des multiples de parts fixes depuis 2013 avec élargissement de l'assiette de redevances.



- le réaménagement de la dette, le recours à un crédit revolving, puis à au SEBA de retrouver à partir de 2009/2010 de nouvelles marges de crédit. Le montant de la dette restant dû est passé de 25 000 000 € en 2007 à moins de 13 750 000 € en 2018. En 2019, la dette est de 22 600 000 euros début 2019 après le financement de deux importantes opérations en assainissement et une en eau potable.



La réalisation des investissements inscrits dans le PPI oblige le SEBA à prendre en compte des facteurs externes qui s'imposent à lui, ainsi que des facteurs internes déterminés par l'évolution des tarifs applicables à la part syndicale, qui s'imposent ou qui sont librement choisis.

✓ **Les facteurs exogènes qui s'imposent au SEBA :**

- Une inflation qui remonte (2,2 % glissants).
- Une baisse notable de la consommation depuis plusieurs années, constatée également au niveau national, et par voie de conséquence une baisse des recettes liées à la part variable ; à noter cependant que la part fixe (abonnement) joue un effet amortisseur et contrebalance favorablement cette baisse en raison des recettes nouvelles liées à l'application des abonnements multiples depuis le 1^{er} janvier 2013. Cette tendance baissière semble avoir atteint son plancher et une stabilisation, voire une légère augmentation de la consommation par abonné est maintenant constatée.
- Les conditions d'accès au crédit pour les collectivités publiques, contraignantes hier, restent actuellement intéressantes : marges bancaires en baisse significative, apparition de nouvelles offres sur des durées plus longues, réouverture des lignes de trésorerie, prêts à taux très bas.
- Le niveau des aides extérieures, les subventions en particulier, affichent une tendance fortement baissière dans les années à venir, du fait des nouvelles conditions liées à l'intercommunalité, aux incidences de la loi NOTRe, aux contraintes financières des départements les obligeant à réexaminer l'ensemble de leurs politiques, **ainsi qu'à la forte réduction des crédits attribués par l'Agence de l'Eau à compter du 11^{ème} programme (dès 2019)**. Rappel : le SEBA n'est plus éligible depuis 2013 à la DETR pour les investissements touchant au service des eaux et au service assainissement.

✓ **Les facteurs endogènes propres au SEBA :**

- La maîtrise des dépenses de fonctionnement, clé de voûte de la politique d'investissement engagée depuis 2010, devient un exercice de plus en plus difficile. L'année 2019, tout comme 2018, sera dans tous les cas incomparable aux autres, du fait des coûts des régies et de l'assujettissement à la TVA.
- Le réaménagement de la dette réalisé en 2009 auquel s'ajoutent le recours à des prêts à taux extrêmement favorables, ainsi que l'absence de recours à l'emprunt entre 2012 et 2015, ont redonné au SEBA une capacité d'investissement supplémentaire. Ainsi, le profil de la dette a permis le recours programmé à l'emprunt en 2016 (7 650 000 euros empruntés) et en 2017 (3 000 000 euros empruntés) sans gros impact budgétaire. Aucun nouvel emprunt n'a été réalisé en 2018.
- Le prix de l'eau (6,01 euros TTC /m3 prévisionnel au 1^{er} janvier 2019 – point débattu plus loin pendant la même séance) reste encore supérieur à la moyenne nationale.

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS 2019

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIERE DE FONCTIONNEMENT

• **Vis-à-vis des usagers :**

- Pas d'augmentation des tarifs de base de la part syndicale et de la part exploitation, tant pour l'eau potable que l'assainissement collectif et non collectif, à l'exception de la prise en compte de l'inflation (2,2 % entre septembre 2017 et septembre 2018, débattu en séance et à valider lors du prochain comité syndical).
- Rattrapage complet des tarifs pour les gros consommateurs en 2019.
- Poursuite de l'expérimentation de la tarification sociale (l'impact a été très limité entre 2016 et 2018).

- **Au regard des charges de personnel :**

Au chapitre du personnel, une tendance se dégage :

- Augmentation de la masse salariale entre 2018 et 2019, due à l'augmentation des personnels en régie décidée mi-2018.

STRUCTURE DES EFFECTIFS 2019	DEPENSES 2019 PREVISIONNELLES CHARGES COMPRISES
Adjointes techniques (4 agents)	122 258
Agent de maîtrise (1)	30 782
Techniciens territoriaux (4)	174 531
Adjointes administratifs (7)	159 805
Ingénieurs territoriaux (1)	89 366
Rédacteurs (2)	103 370
Attachés (2)	166 422
TOTAL DEPENSES SALAIRES PERSONNEL PUBLIC 2019 HORS ACTION SOCIALE (%/PREVISIONNEL 2018)	846 534 (-8,3%)
TOTAL DEPENSES SALAIRES PERSONNEL PRIVE 2019	2 060 000

DEPENSES DE PERSONNEL 2017 (%/2016)					
Traitement indiciaire versé titulaires et contractuels	Régime indemnitaire versé	NBI versée	Heures supplémentaires versées	Titres restaurants (part employeur)	Avantages en nature
495 009 (+ 1,9%)	134 379 (+5,2%)	3 372 (-33,8%)	0	21 721 (+16,1%)	0

DUREE EFFECTIVE DE TRAVAIL DANS LA COLLECTIVITE EN 2018

Régime public :

« Pour les agents du SEBA de catégorie B et C, considérant la journée de travail effectif de 7 heures, le temps de travail de base annuel est de 1572 heures (...)

Pour les agents du SEBA de catégorie A, considérant la journée de travail effectif de 7 heures 24 minutes, le temps de travail de base (avant application des RTT) annuel est de 1658 heures.

Les droits à RTT des agents de catégorie A issus de ce temps de travail hebdomadaire sont :

0,4 heures par jour x 223 jours / 7,4 heures = 12 jours »

(Délibération du bureau syndical du 14 décembre 2016 et article 6 du règlement de fonctionnement des services de la collectivité)

Régime privé :

« La durée hebdomadaire de travail est fixée à 35 heures.

Elle peut être portée à 37 heures hebdomadaires dans les conditions prévues au contrat de travail. En contrepartie, le salarié bénéficiera de 12 jours de repos supplémentaires, dits jours « RTT » par année civile. Le salarié peut être pris à l'initiative du salarié ou du SEBA conformément aux pratiques en vigueur au sein du SEBA. Le SEBA pourra refuser la demande du salarié selon les nécessités du service et/ou la charge de travail de celui-ci.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, seront considérées comme des heures supplémentaires les heures effectuées au-delà de la durée moyenne de 35 heures hebdomadaires calculées sur la période annuelle de référence définie ci-dessus.

La durée hebdomadaire du travail peut être exercée sur 4,5 ou 5 jours, au choix du bénéficiaire, et sous réserve des nécessités de certains services. »

(Accord de transition anticipé du 11 décembre 2017)

Envoyé en préfecture le 27/11/2018

Reçu en préfecture le 27/11/2018

Affiché le 27/11/2018

ID : 007-250700267-20181114-2018CS110039-DE

• Evolution de l'épargne nette de la collectivité entre 2015 et 2017 :

AEP "Distribution"		2015	2016	2017
DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	1 374 779,42	1 459 078,19	1 252 678,42
RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	3 601 222,45	3 752 463,10	4 960 283,05
CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	518 731,39	307 490,00	281 554,81
CHARGES D'INTERETS	4	336 656,36	310 801,00	322 104,81
ANNUITES DE DETTES	5	855 387,75	618 291,00	603 659,62
CRD au 31/12	6	4 560 573,53	4 253 083,53	5 961 165,29
EPARGNE BRUTE	2 - 1	2 226 443,03	2 293 384,91	3 707 604,63
EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	1 889 786,67	1 982 583,91	3 385 499,82
EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	1 371 055,28	1 675 093,91	3 103 945,01

AEP "Production"		2015	2016	2017
DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	499 022,79	592 615,89	571 390,31
RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	1 099 143,48	1 114 391,29	1 135 478,55
CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	403 645,74	315 462,00	294 825,65
CHARGES D'INTERETS	4	206 854,03	189 420,00	179 331,40
ANNUITES DE DETTES	5	610 499,77	504 882,00	474 157,05
CRD au 31/12	6	5 328 787,00	5 416 970,19	4 718 498,79
EPARGNE BRUTE	2 - 1	600 120,69	521 775,40	564 088,24
EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	393 266,66	332 355,40	384 756,84
EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	-10 379,08	16 893,40	89 931,19

ASSAINISSEMENT		2015	2016	2017
DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	962 610,14	1 006 981,00	1 105 922,81
RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	1 930 381,68	1 997 520,63	2 585 372,73
CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	236 994,37	194 309,00	309 785,24
CHARGES D'INTERETS	4	143 245,05	148 021,00	230 871,86
ANNUITES DE DETTES	5	380 239,42	342 330,00	540 657,10

CRD au 31/12	6	2 277 350	Envoyé en préfecture le 27/11/2018	
			Reçu en préfecture le 27/11/2018	0 682 794,92
			Affiché le	Berser Levrault
EPARGNE BRUTE	2 - 1	967 771	ID : 007-250700267-20181114-2018CS110039-DE	0 682 794,92
EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	824 526,49		1 248 578,06
EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	587 532,12		938 792,82

TOTAL (AEP et ASST)		2015	2016	2017
DEPENSE FONCTIONNEMENT REELLE	1	2 836 412,35	3 058 675,08	2 929 991,54
RECETTE DE FONCTIONNEMENT REELLE	2	6 630 747,61	6 864 375,02	8 681 134,33
CAPITAL SUR ANNUITES DE DETTE	3	1 159 371,50	817 261,00	886 165,70
CHARGES D'INTERETS	4	686 755,44	648 242,00	732 308,07
ANNUITES DE DETTES	5	1 846 126,94	1 465 503,00	1 618 473,77
CRD (AEP et ASST) au 31 12 N	6	12 166 710,53	16 953 094,72	21 362 389,00
EPARGNE BRUTE	2 - 1	3 794 335,26	3 805 699,94	5 751 142,79
EPARGNE DE GESTION COURANTE	2 - 1 - 4	3 107 579,82	3 157 457,94	5 018 834,72
EPARGNE NETTE	2 - 1 - 5	1 948 208,32	2 340 196,94	4 132 669,02

PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS EN MATIERE D'INVESTISSEMENT

(en cohérence avec l'étude financière prospective 2019-2024 et l'actualisation du PPI 2019-2025)

- Propositions d'investissements pour 2019 de l'ordre de 9 M €. Même avec un taux de réalisation élevé, le SEBA devrait éviter le recours à l'emprunt en 2019 (voir aussi à ce sujet la nouvelle prospective financière présentée dans la même séance et résumée dans les tableaux ci-dessous).
- Poursuite d'une politique ambitieuse de renouvellement des réseaux, telle qu'annoncée dans plusieurs comités syndicaux en 2016 et 2017 et dans l'étude « modes de gestion ».
- Démarrage du plan d'investissement de 10 M€ sur 10 ans suite à la révision des schémas d'assainissement collectif.

Et dans le détail :

Bâtiments

Il a été nécessaire d'accompagner le passage en régie sur certains aspects liés aux locaux. Après les aménagements de La Sigalière, les efforts 2019 se porteront sur l'antenne de Vals-les-Bains.

Eau potable principales opérations nouvelles ou poursuivies

Sécurisation Tanargue	400 000
Renouvellement réseaux	1 100 000
Meyras abandon du captage de Montpezat Les Souleyrols – nouveau réservoir au Maillet	616 000
Lachapelle sous Aubenas extension réservoir de tête	460 000
Sortie compteurs inaccessibles	3 000 000
Régulation du réseau ossature	365 000
Interventions usine PDV (perçement barrage,...) et sécurisation traversée Gerbial	300 000

Programmes pluriannuels de travaux adoptés	Année prévision réalisation	Envoyé en préfecture le 27/11/2018 Reçu en préfecture le 27/11/2018 Affiché le ID : 007-250700267-20181114-2018CS110039-DE
Captage eau potable / périmètres de protection	2017 - 2020	1 338 000

Assainissement principales opérations nouvelles ou poursuivies

Renouvellement réseaux	1 035 000
Extensions réseaux habitats existants suite nouveaux schémas	1 000 000

Prospective financière eau potable 2019-2021

Envoyé en préfecture le 27/11/2018

Reçu en préfecture le 27/11/2018

Affiché le



ID : 007-250700267-20181114-2018CS110039-DE

PROSPECTIVE : CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT COURANT

En euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Extrapolation CA 2018	2 019	2 020	2 021
Redevances services, prestations (70)	7 077 736	6 904 705	7 333 608	8 717 086	8 547 457	8 718 406	8 892 774	9 070 629
Autres produits	1 665 981	1 593 385	1 601 674	1 696 307	1 652 754	1 652 754	1 652 754	1 652 754
Recettes courantes	8 743 717	8 498 090	8 935 282	10 413 393	10 200 210	10 371 159	10 545 528	10 723 383
Evolution (%)	--	-3%	5%	17%	-2%	2%	2%	2%
Charges de personnel	2 053 901	1 719 412	1 770 903	1 870 355	1 771 000	1 824 130	1 878 854	1 935 220
Evolution (%)	--	-16%	3%	6%	-5,3%	3%	3%	3%
Charges générales	118 765	106 505	170 759	192 256	1 202 204	1 232 259	1 263 066	1 294 642
Autres charges	3 539 829	3 394 364	3 365 380	3 198 376	3 667 500	3 759 188	3 853 167	3 949 496
Dépenses courantes hors intérêts fi.	5 712 495	5 220 281	5 307 042	5 260 987	6 640 704	6 815 577	6 995 087	7 179 358
Evolution (%)	--	-9%	2%	-1%	26%	3%	3%	3%
Total Dépenses Fonctionnement	5 712 495	5 220 281	5 307 042	5 260 987	6 640 704	6 815 577	6 995 087	7 179 358
Evolution (%)	--	--	2%	-1%	26%	3%	3%	3%
I- Autofinancement courant = épargne brute	3 031 222	3 277 809	3 628 240	5 152 406	3 559 506	3 555 583	3 550 441	3 544 025
Taux d'autofinancement courant (%)	34,67	38,57	40,61	49,5	34,9	34,3	33,7	33,0

PROSPECTIVE : CAPACITE D'INVESTISSEMENT

En euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Extrapolation CA 2018	2 019	2 020	2 021
Intérêts	588 470	543 733	500 430	503 449	478 517	466 447	434 509	400 610
Remboursement capital	889 173	922 377	622 952	576 380	598 841	663 050	691 915	715 391
Intérêts nouveaux	--	--	--	--	--	--	--	5 886
Amortissements nouveaux	--	--	--	--	--	--	--	12 112
Annuité dette	1 477 643	1 466 110	1 123 382	1 079 829	1 077 358	1 129 497	1 126 424	1 133 999
Annuité en % des recettes courantes	16,9	17,3	12,6	10,4	10,6	10,9	10,7	10,6
II - Autofinancement net	1 553 579	1 811 699	2 504 858	4 072 577	2 482 148	2 426 086	2 424 017	2 410 025
En % des recettes courantes	17,8	21,3	28,0	39,1	24,3	23,4	23,0	22,5
Excédents capitalisés (1068)	2 379 985	2 771 808	894 392		989 204			
Subventions reçues	1 649 129	889 357	1 168 226	1 026 876	1 019 539	912 702	1 432 108	1 197 227
Autres recettes financières	1 100 938	547 556	393 090	4 291 706	1 300 000			
Recettes investissement	5 130 052	4 208 721	2 455 708	5 318 582	3 308 743	912 702	1 432 108	1 197 227
Dépenses d'équipement	5 690 875	2 698 939	2 213 786	7 605 820	5 201 365	4 311 301	6 764 801	5 655 301
Subventions versées		9 181	1 084		30 000			
Autres dépenses financières				6 539	378 500			
Dépenses investissement	5 690 875	2 708 120	2 214 870	7 612 359	5 609 865	4 311 301	6 764 801	5 655 301
III - Besoin de financement (si négatif = ressource)	-992 756	-3 312 300	-2 745 696	-1 778 800	-181 027	972 513	2 908 676	2 048 048
Emprunts			1 450 000	539 637			294 300	2 048 048
Résultat reporté	-377 938	-1 765 167	-1 224 675	2 076 629	4 395 066	3 586 889	2 614 376	
Résultat global	614 818	1 547 133	2 971 021	4 395 066	4 576 093	2 614 376		
DETTE (2) au 31/12/N	14 994 662	9 889 092	10 716 408	10 268 169	9 669 328	9 006 278	8 608 663	9 929 208
Dette / Autofinancement (nbre années)	4,95	3,02	2,95	1,99	2,72	2,53	2,42	2,80

Hypothèses : elles sont modifiables à volonté pour la période prospective	Extrapolation CA 2018	2 019	2 020	2 021
Taux nouveaux emprunts	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Durée moyenne	20	20	20	20
Taux de subventions investissement	19,60%	21,17%	21,17%	21,17%
Taux de réalisation investissement	60,00%	70,00%	70,00%	70,00%

Hypothèses :

Gel des contributions PDV en HT

+ 1 % d'abonnés par an

+ 2 % de redevances en valeur par an

Evolution des charges : + 3% par an

Amortissement moyen sur 20 ans

Emprunts calculés afin d'équilibrer le compte administratif global (ligne 66) si besoin

Prospective financière assainissement 2019-2021

Envoyé en préfecture le 27/11/2018

Regu en préfecture le 27/11/2018

Affiché le



ID : 007-250700267-20181114-2018CS110039-DE

PROSPECTIVE : CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT COURANT								
En euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Extrapolation CA 2018	2 019	2 020	2 021
Redevances services, prestations (70)	2 660 048	2 634 705	3 026 230	3 606 593	3 000 000	3 060 000	3 121 200	3 183 624
Autres produits	381 435	489 157	307 326	391 869	400 000	400 000	400 000	400 000
Recettes courantes	3 041 483	3 123 862	3 333 556	3 998 813	3 400 000	3 460 000	3 521 200	3 583 624
Evolution (%)	--	3%	7%	20%	-15%	2%	2%	2%
Charges de personnel	712 232	926 070	962 078	974 187	1 124 800	1 158 544	1 193 300	1 229 099
Evolution (%)	--	30%	4%	1%	15,5%	3,0%	3,0%	3,0%
Charges générales	66 810	19 637	72 896	192 256	197 062	201 989	207 039	212 215
Autres charges	937 474	1 286 656	1 207 098	1 122 877	1 356 534	1 390 447	1 425 208	1 460 838
Dépenses courantes hors intérêts fi.	1 716 516	2 232 363	2 242 072	2 289 320	2 678 396	2 750 980	2 825 547	2 902 152
Evolution (%)	--	30%	0%	2%	17%	3%	3%	3%
Total Dépenses Fonctionnement	1 716 516	2 232 363	2 242 072	2 289 320	2 678 396	2 750 980	2 825 547	2 902 152
Evolution (%)	--	--	0%	2%	17%	3%	3%	3%
I- Autofinancement courant	1 324 967	891 499	1 091 484	1 709 493	721 604	709 020	695 653	681 472
Taux d'autofinancement courant (%)	43,56	28,54	32,74	42,8	21,2	20,5	19,8	19,0
PROSPECTIVE : CAPACITE D'INVESTISSEMENT								
En euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Extrapolation CA 2018	2 019	2 020	2 021
Intérêts	155 011	142 227	146 953	230 872	266 308	261 155	246 644	231 980
Remboursement capital	224 265	236 995	194 309	309 785	400 290	415 062	430 559	406 474
Intérêts nouveaux	--	--	--	--	--	--	--	10 514
Amortissements nouveaux	--	--	--	--	--	--	--	21 637
Annuité dette	379 276	379 222	341 262	540 657	666 598	676 217	677 203	670 605
Annuité en % des recettes courantes	12,5	12,1	10,2	13,5	19,6	19,5	19,2	18,7
II - Autofinancement net	945 691	512 277	750 222	1 168 836	55 006	32 803	18 450	10 867
En % des recettes courantes	31,1	16,4	22,5	29,2	1,6	0,9	0,5	0,3
Excédents capitalisés (1068)	1 040 004	1 146 135	2 397 727		185 498			
Subventions reçues	1 090 813	3 694 240	4 230 807	1 692 698	2 395 012	301 875	297 675	327 075
Autres recettes financières	415 505	1 292 226	2 728 297	3 065 956	2 000 000			
Recettes investissement	2 546 322	6 132 601	9 356 831	4 758 654	4 580 510	301 875	297 675	327 075
Dépenses d'équipement	2 371 851	7 921 562	10 507 227	7 681 399	4 804 810	2 012 501	1 984 501	2 180 501
Subventions versées	15 555	1 638	5 847					
Autres dépenses financières				127 200	600 000			
Dépenses investissement	2 387 406	7 923 200	10 513 074	7 808 599	5 404 810	2 012 501	1 984 501	2 180 501
III - Besoin de financement (si négatif = ressource)	-1 104 607	1 278 322	406 021	1 881 109	769 295	1 677 823	1 668 376	1 842 559
Emprunts			5 200 000	3 038 443			525 716	1 842 559
Résultat reporté	2 581 544	2 646 147	221 690	2 617 942	3 775 276	2 820 483	1 142 660	
Résultat global	3 686 151	1 367 825	5 015 669	3 775 276	3 005 981	1 142 660		
DETTE (2) au 31/12/N	2 514 345	2 277 350	7 283 041	9 644 282	9 243 992	8 828 930	8 924 087	10 338 535
Dettes / Autofinancement (nbre années)	1,90	2,55	6,67	5,64	12,81	12,45	12,83	15,17
Hypothèses : elles sont modifiables à volonté pour la période prospective					Extrapolation CA 2018	2 019	2 020	2 021
Taux nouveaux emprunts					2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Durée moyenne					20	20	20	20
Taux de subventions investissement					40,00%	15,00%	15,00%	15,00%
Taux de réalisation investissement					60,00%	70,00%	70,00%	70,00%

Hypothèses :

+ 1 % d'abonnés par an

+ 2 % de redevances en valeur par an

Evolution des charges : + 3% par an

Amortissement moyen sur 30 ans

Emprunts calculés afin d'équilibrer le compte administratif global (ligne 66) si besoin

DÉBAT

Envoyé en préfecture le 27/11/2018

Reçu en préfecture le 27/11/2018

Affiché le



ID : 007-250700267-20181114-2018CS110039-DE

Sur ces bases, le débat d'orientation budgétaire a été ouvert.

Le comité syndical, après débat, **PREND ACTE** de la présentation du Débat d'Orientation Budgétaire 2019.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL